



CONFERENCE DES BÂTONNIERS

Délibération CPI

La Conférence des Bâtonniers réunie en assemblée générale le 7 mars 2008,

Constatant que les pouvoirs publics entendent promouvoir une intégration de la profession de Conseil en propriété industrielle dans la profession d'avocat,

Que cette volonté résulte de la nécessité de favoriser en France l'émergence des activités liées à la propriété industrielle et aux brevets,

Que le Conseil National des Barreaux et le Barreau de Paris ont, avec elle, d'ores et déjà délibéré en refusant que cette intégration soit organisée sous la forme de l'inter-professionnalité,

Mandate son Président et son Bureau afin de poursuivre les discussions tendant à une fusion des professions, et demande que ces discussions comportent :

- l'obligation pour les CPI qui ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 98-1° du décret du 27 novembre 1991, de suivre une formation en droit et en déontologie qui leur assure une compétence certaine et leur permette d'intégrer les ordres d'avocats sous les exigences édictées par le R.I.N.
- l'obligation de suivre la formation continue obligatoire, notamment dans leur spécialité, conformément aux textes en vigueur régissant l'exercice de la profession d'avocat.
- l'intégration dans les tableaux des ordres sans exception ni groupe spécifique.
- une représentation intégrée dans l'organisation actuelle du Conseil national des barreaux sans exception ni groupe spécifique.
- l'obligation pour les avocats anciens CPI et les avocats spécialisés de déposer en CARPA l'ensemble des fonds de leurs clients liés à tous les actes qu'ils rédigent.
- l'adoption du titre unique d'avocat, suivi le cas échéant de leur spécialité reconnue ou de leur titre d'ancien CPI.
- l'adaptation des structures professionnelles de tous les nouveaux avocats aux sociétés d'exercice libéral en vigueur pour la profession d'avocat à la date extrême de la transposition de la directive services permettant ainsi aux avocats de bénéficier de la protection de la directive sectorielle applicable à la profession.
- une modification de l'article 98-1° du décret du 27 novembre 1991, au titre des CPI, après la période transitoire de l'intégration des professions, afin de garantir la profession élargie de toute nouvelle intégration de professionnels non issus de la profession règlementée.
- la faculté pour les avocats qui exercent actuellement dans le domaine de spécialité considéré de présenter l'examen de la spécialité qui sera créée sans avoir à justifier d'un exercice préalable auprès d'un spécialiste, évitant ainsi une discrimination à rebours.